Un vote de confiance pour l'Allemagne et pour l'Europe

René Lasserre

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rea/4586>

DOI : 10.4000/rea.4586

ISSN : 1965-0787

Éditeur

CIRAC

Édition imprimée

Date de publication : 15 octobre 2013

Pagination : 1-2

ISSN : 1156-8992

Référence électronique

René Lasserre, « Un vote de confiance pour l'Allemagne et pour l'Europe », *Regards sur l'économie allemande* [En ligne], 110 | octobre 2013, mis en ligne le 15 octobre 2013, consulté le 22 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/rea/4586> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/rea.4586>

Un vote de confiance pour l'Allemagne et pour l'Europe

**Prof. René Lasserre,
Directeur du CIRAC**

La victoire électorale d'Angela Merkel était attendue, mais n'en constitue pas moins une surprise par son ampleur. Confrontée à la plus grave crise économique que la République fédérale ait connue depuis sa création, et placée en première ligne d'une crise de confiance financière qui a menacé l'édifice de l'Union économique et monétaire européenne, la Chancelière se voit plébiscitée pour un troisième mandat. Ce succès politique majeur l'inscrit dans la lignée de ses illustres prédécesseurs Konrad Adenauer et Helmut Kohl. C'est une chance, pour l'Allemagne et pour l'Europe.

En assurant à la CDU/CSU son meilleur score depuis 1990 et une représentation dominante au Bundestag, la Chancelière détient les clés d'une majorité gouvernementale renforcée, dont l'option la plus vraisemblable, du fait de la disparition de son allié libéral, devrait être celle d'une grande coalition avec le SPD. Bien qu'encore incertaine, tant que les pourparlers exploratoires engagés parallèlement avec les Verts se poursuivent, l'option d'un retour à une grande coalition semble devoir s'inscrire logiquement dans le contexte politique actuel de sortie de crise.

Cette option apparaît comme la plus crédible au plan économique : les deux grands partis affichent des positions tout à fait conciliables au regard de la continuité souhaitée des grandes orientations économiques. Elle semble devoir répondre également à des attentes, partagées par d'assez larges franges de l'opinion allemande, d'un rééquilibrage en matière de régulation et de protection sociales, dont le SPD apparaît comme le meilleur garant au plan gouvernemental. Comme elle l'avait permis lors de la législature 2005-2009 lorsque, après le départ de Gerhard Schröder, les deux grands partis avaient été appelés à mettre en oeuvre les réformes de l'*Agenda 2010*, la formule de la grande coalition a fait ses preuves. Elle semble porteuse d'une légitimité politique nettement plus large que la coalition sortante dans laquelle le partenaire libéral s'était plutôt fait le défenseur des mieux nantis – et en a finalement payé le prix. La convergence entre les deux grands partis ne devrait pas poser de problème majeur. Elle s'est d'ailleurs esquissée en amont même de la consultation électorale sur la question du salaire minimum légal, dont la mise en place semble devoir intervenir sur la base d'une régulation sectorielle. Quant au débat sur la question d'un relèvement de la pression fiscale sur les plus riches, il semble ne déjà plus devoir constituer une pierre d'achoppement à un accord de coalition qui devrait pouvoir être conclu dans des délais assez rapides. La seule inconnue réside dans le risque qu'a pris le SPD de soumettre l'accord de coalition à sa base militante.

Mais au-delà même d'un retour souhaité du curseur politique au centre, et plus précisément au centre de gravité de l'économie sociale de marché, la reconstitution d'un gouvernement de grande coalition présente d'autres potentialités, à bien des égards essentielles, en termes de cohésion politique, tant au plan national interne qu'au plan européen.

Au plan domestique interne, la République fédérale se trouve confrontée à quelques défis économiques et sociaux majeurs qui, dans leur complexité et leur importance, requièrent au plan du cadrage politique et législatif fédéral, indépendamment des mises en œuvre plurielles au plan régional, la gestion co-responsable et transpartisane des deux principales formations politiques nationales. C'est en particulier le cas de la modernisation urgente des infrastructures routières et ferroviaires, mais de façon plus cruciale encore celui de la transition énergétique, dont on sait qu'elle risque de constituer une impasse majeure pour la compétitivité industrielle allemande, à la fois par la montée des prix de l'énergie et les investissements considérables qu'elle exige en matière d'infrastructures de stockage et de distribution. Sans oublier le défi sociétal que représente le vieillissement démographique qui, loin de se limiter à la gestion des retraites et de la dépendance, impliquera des efforts considérables en matière de recrutement et de qualification de la main-d'œuvre.

Au plan européen, la perspective d'une grande coalition constitue également un gage essentiel, à la fois d'ouverture, mais aussi de légitimité et de cohésion. La présence du SPD au gouvernement fédéral, dans lequel s'exerce le principe de collégialité, devrait contribuer à faire valoir, dans les positions allemandes, une solidarité plus marquée à l'égard des pays du Sud dans la définition des conditions d'application des disciplines communautaires, et la nécessité d'accompagner ou de compenser ces dernières par des programmes de soutien structurel concertés.

Il serait cependant illusoire d'en attendre de l'Allemagne un changement de doctrine en matière de responsabilité communautaire des Etats-membres. D'autant qu'un gouvernement de grande coalition, mené par des responsables politiques qui ont largement fait leurs preuves, disposera d'une légitimité renforcée pour imposer des choix concertés. Fondé sur une majorité très large, il exprimera clairement et d'une seule voix l'engagement et la détermination de l'Allemagne à mener à bien les chantiers décisifs en cours et à poursuivre la construction de l'Europe. Dans cette phase décisive, au sortir d'une crise majeure, c'est une chance pour l'Europe.

René Lasserre, le 11 octobre 2013